

WASSILA BOURGUIBA

La main invisible

© Sud Editions - Tunis, Février 2020

Seconde édition, Juin 2022

ISBN: 978-9938-01-148-7

Photo de couverture: Centre de documentation nationale

contact@sudeditons.com

*Tous droits de reproduction, de traduction
et d'adaptation sont réservés
pour toutes les langues et tous les pays.*

www.sudeditons.com

Noureddine Dougui

WASSILA BOURGUIBA

La main invisible

SUD EDITIONS

Prologue

Il est peu de femmes en Tunisie qui aient eu une carrière aussi brillante et tumultueuse que celle de Wassila Bourguiba. La vie de celle-ci fut, à bien des égards, un roman avec des temps forts, des péripéties et des chutes. Voici une femme peu instruite, n'ayant jamais eu un parcours professionnel, qui a évolué dans une société conservatrice offrant peu de place aux femmes et qui réussit la prouesse de s'imposer à son milieu social et de se forger un destin politique hors du commun.

Pour diverses raisons, la vie de Wassila, ainsi que ses faits et gestes sont dignes de mémoire. Compagne puis épouse de Habib Bourguiba, premier président de la République tunisienne, elle a été l'égérie passionnée, la principale conseillère et la complice du leader nationaliste quarante ans durant. Cette longue vie commune, au cours de laquelle se sont souvent confondues les ambitions et les trajectoires dans un système politique fortement personnalisé, en a fait un élément-clé de la saga bourguibienne.

Parcours singulier ? Sans doute. Au sein de la génération intermédiaire de femmes politisées ayant vécu à cheval entre le monde du Protectorat français et l'ère de l'indépendance, Wassila s'est distinguée par sa persévérance et la singularité de son itinéraire politique. Sans être investie d'une charge officielle dans les instances du mouvement national ou les rouages de l'Etat, elle s'est hissée à un niveau d'influence politique

tel qu'elle pouvait agir sur les actions envisagées par Habib Bourguiba, inspirer des décisions et déterminer discrètement des positions personnelles ou collectives. Avant même l'arrivée au pouvoir de Bourguiba, elle a su et pu parler en son nom ; après l'indépendance, et à défaut de partager le pouvoir avec son mari, elle a détenu en partie, par ses intercessions incessantes, certains leviers du pouvoir.

Qui était Wassila Bourguiba et pourquoi a-t-elle marqué l'histoire tunisienne de son empreinte ? Issue d'une longue lignée de notables qui, de génération en génération, ont servi la dynastie husseïnite mais qui, rattrapés par le déclin de la famille régnante et l'établissement du Protectorat français, ont perdu leur statut et privilèges et se sont retrouvés déclassés, Wassila se fera un point d'honneur d'effacer ce déclassement et de restaurer la tradition de ses aïeux.

Née dans un milieu tunisois attaché aux codes de conduite traditionnels, elle a grandi dans une ambiance sociale marquée par le rejet des valeurs d'ouverture. Considérant cette pesanteur comme un défi permanent, Wassila se fixera comme objectif d'échapper aux contraintes liées à sa condition de femme. Elle fut l'une des rares Tunisiennes à avoir affiché son auto-émancipation, brisant les barrières du conservatisme grâce à un engagement précoce dans le mouvement féministe. Passionnée de politique, elle se lança dans l'action nationaliste, s'approcha du mouvement national sans chercher, dans l'un et l'autre mouvement, à occuper les premiers rôles. Faute d'avoir été un leader politique reconnu, Wassila a été un acteur incontournable de la vie politique tunisienne après l'indépendance.

Dotée d'un esprit brillant mais discret, elle a acquis, après l'indépendance, une autorité naturelle, qu'elle voulait invisible, sur les hommes-clés du pays, ce qui lui a conféré un quasi pouvoir de tutelle sur les ministères dont les titulaires ont intégré le cercle de ses intimes. Tour à tour inspiratrice de Bourguiba, manœuvrière et intrigante, Wassila a réussi à susciter des vocations, à propulser

des carrières, à en briser d'autres, façonnant pour ainsi dire, selon son bon plaisir, une partie de la classe politique tunisienne de l'après-indépendance.

Ce récit de vie, aussi riche soit-il, ne pourrait être instructif que si on le rapproche des grands moments de l'histoire nationale, en l'occurrence : la lutte pour l'indépendance, la construction de l'Etat national et les grandes crises qui ont ébranlé le système étatique patiemment construit par Bourguiba. Cette démarche conduit à insérer le parcours de ce personnage central dans la trame entière des faits nationaux. La biographie sert, en l'occurrence, d'auxiliaire à l'histoire, éclairant les arrières plans et inscrivant les choix et les tendances dans des contextes spécifiques.

Wassila a été, en effet, au centre d'au moins trois grands moments de l'histoire tunisienne : la remise en cause de la politique socialisante de l'Etat dans les années soixante, les événements tragiques du 26 janvier 1978 et les émeutes du pain de janvier 1984. Cette ingérence dans les affaires de l'Etat et son influence excessive sur le gouvernement et l'autorité judiciaire n'ont pas laissé la classe politique indifférente. Abhorrée par les uns, adulée par d'autres, les faits et gestes de Wassila ont nourri la controverse durant un demi-siècle. Aujourd'hui, elle appartient à l'histoire, d'où l'idée de cet essai qui cherche à révéler le personnage public en évitant de l'encenser ou de le diaboliser. L'objectif étant de mettre en scène un personnage nuancé, aux réactions complexes, soumis aux affres de la politique et avide d'ascension, mais sans ingérence aucune dans la sphère privée ni ses secrets. Il ne s'agit donc pas ici de tracer une biographie classique de Wassila Bourguiba mais de montrer qu'à travers un itinéraire personnel anodin une partie de l'histoire tunisienne s'est jouée. Cette imbrication entre la vie publique et la vie privée constitue la trame de cet essai.

La reconstitution de cette histoire repose autant sur les documents écrits que sur les témoignages oraux qui fournissent

au chercheur, souvent à court de ressources, des informations tantôt essentielles, tantôt subsidiaires permettant de remonter des traces toujours fragmentaires aux faits. La certitude des faits ainsi reconstitués est forcément inégale en raison des dispositions d'esprit des producteurs de documents ou de la rigueur plus ou moins confirmée des témoins. Faut-il signaler ici que de nombreux témoins, anciens hauts responsables pour l'essentiel, sollicités pour donner leur version des faits, ont requis l'anonymat ou se sont dérobés pensant, semble-t-il, que le sujet est encore tabou. Quelques membres de sa famille et notamment Hamouda Ben Ammar, Hélé Béji et Hajer Bourguiba ont volontiers accepté d'apporter leur témoignage, qu'ils en soient vivement remerciés. Mes remerciements vont également à tous ceux qui m'ont fait bénéficier de leurs connaissances pour la reconstitution de la trame des évènements.

Les traces écrites et orales de Wassila ont, d'un autre côté, constitué l'une des sources de cet essai. Cette dernière a souvent parlé d'elle-même, très peu il est vrai, mais bien ; son discours a été souvent arrangé au gré des interlocuteurs et des circonstances, nous ne le prendrons pas au pied de la lettre. Pour expliquer ses faits et gestes, on ne se limitera pas à lui donner vie comme le font les romanciers avec leurs personnages, mais à restituer sa façon de penser et de saisir ses enjeux et motivations à travers des hypothèses explicatives élaborées à partir de la reconstitution des faits.

Les Ben Ammar avant Wassila

Des dignitaires locaux «tunisoisés»

Wassila est issue d'une famille bourgeoise de Tunis dont l'origine remonte au XVIII^e siècle. Elle est l'aînée d'une fratrie marquée par la personnalité d'un père ouvert d'esprit, M'hamed Ben Ammar (1883-1934), militant nationaliste, qui a très tôt vécu et illustré les valeurs du modernisme, inculquant à ses trois enfants le goût de la politique et de l'engagement social.

Selon les sources disponibles, la généalogie des Ben Ammar peut être établie, sur plusieurs générations, à partir de 1730. Ahmed Ben Ammar pourrait être considéré, comme le fondateur de la lignée familiale. Officier de son état, décédé vers 1735, ce dernier a réussi à s'intégrer, grâce à ses bons et loyaux services rendus à la dynastie husseinite, au monde des dignitaires autochtones qui ont soutenu, par leur prestige ou leur fortune, l'autorité de l'Etat.

Dans les usages politiques de l'époque, les dignitaires locaux étaient sollicités financièrement et politiquement dans le cadre d'un rapport de clientèle qui en faisait les compagnons de fortune et souvent d'infortune du système husseinite. Et pour cause, le régime établi par Hussein Ben Ali en 1705, fondateur de la

dynastie, cherchant, d'une part, à « déturquiser » partiellement les rouages du pouvoir établi depuis la conquête ottomane et, d'autre part, à asseoir son autorité sur la périphérie, a associé les élites autochtones à la gestion des zones excentrées. La structure du pouvoir s'en est trouvée changée. Ainsi, la plupart des postes d'autorité dans les villes et à la tête des tribus sont passés aux mains des familles qui avaient au XVIII^e siècle appuyé la cause de Hussein Ben Ali contre son neveu Ali Pacha.

Ces dignitaires locaux étaient des Tunisiens de souche qui doivent être distingués, en raison de leur extraction sociale et ethnique, des Mamlouks qui provenaient des marches de l'empire ottoman et qui, quoique d'origine servile, étaient préparés, au sein même de la Cour beylicale, pour assumer les hautes charges de l'Etat.

La famille Ben Ammar a émergé au XVIII^e siècle au tout début de la dynastie husseinite. Le clan descend de la tribu *Chàrin*, établie dans la région du Kef, sur la frontière tuniso-algérienne. Serviteurs zélés de la dynastie, les Ben Ammar ont gravi rapidement l'échelle sociale. Cette fortune est due, en partie, à leur valeur guerrière, mais pour l'essentiel à leurs liens du sang avec la mère de Hussein Ben Ali Turki, native de la tribu *Chàrin*. Car, le fondateur de la dynastie husseinite, utilisant au mieux les solidarités locales, a ouvert la Cour aux membres de la famille de sa mère, confiant aux plus dynamiques d'entre eux de hautes charges civiles et militaires notamment dans les régions de l'ouest.¹

La descendance d'Ahmed Ben Ammar occupera, deux siècles durant, une bonne place dans le réseau du pouvoir husseinite parmi les familles les plus influentes. Sans appartenir au monde des grandes notabilités de l'argent comme les Jallouli et les Ben Ayed, dont le prestige, hérité de génération en génération, remonte à la période hafside, les Ben Ammar n'en ont pas moins

1- Cherif Mohamed Hédi, *Pouvoir et société dans la Tunisie de H'usayn Bin Ali (1705-1740)*, Publications de l'université de Tunis, 1984, T 1, p 260.

formé une véritable « dynastie » dont les membres ont réussi à transmettre de père en fils les hautes charges d'officier supérieur, de caïds et de fermiers des monopoles de l'Etat.

La véritable ascension du clan date du retour des descendants de Hussein Ben Ali au pouvoir en 1756. Dès lors, ils vont fournir au régime husseinite une lignée de chefs militaires et de caïds-gouverneurs. Certains d'entre eux s'étaient vus attribuer des charges de caïds militaires, c'est-à-dire des gens d'armes placés à la tête de populations turbulentes et difficilement contrôlables comme les *Ouled Saïd* et les *Mthalith* qui avaient prêté main forte au clan de Ali Pacha pendant la guerre civile qui a déchiré la Tunisie entre 1728 et 1735.

Jouissant de la confiance des beys successifs, les Ben Ammar ont été très peu touchés par la rotation des charges qui affectait, avec tout changement de règne, les hauts dignitaires de l'Etat. Au XVIII^e siècle, on les retrouve dans les deux corps de troupes soldées du Beylik : les *hambas* arabes et les *spahis*¹ et à la tête de caïdats sensibles. Il faut dire que leurs charges militaires ont prédisposé les Ben Ammar à postuler aux hautes fonctions politiques ou à s'associer à la gestion des monopoles de l'Etat. La solidarité familiale semble avoir joué un rôle dans leur maintien au pouvoir sur plusieurs générations.

Mohamed Ben Ammar, dont le père avait noué des relations d'allégeance avec Hussein Ben Ali, s'était vu confier en 1734 le caïdat des *Ouled Saïd*, puis, de 1758 à 1793, le commandement des « *hambas arabes* ». Son frère Hussein, aïeul direct de Wassila, fut *Kahia* des Spahis de Kairouan de 1759 à 1763 et caïd des *Mthalith* (1783-1786). Ses deux fils : Mohamed et Hamouda

1- Les *hambas* arabes formaient une garde prétorienne composée majoritairement de Tunisiens recrutés parmi les meilleurs combattants. Les *spahis* étaient des cavaliers, ils constituaient une sorte de gendarmerie, chargée d'assurer la sécurité des places fortes et de leur arrière-pays. Le *Bach Hamba* turc était le chef de la gendarmerie montée turque, il était placé à la tête du service de sécurité du palais du Bardo et de la police concernant les sujets d'origine turque du Bey.

étaient à leur tour promus au rang de caïd. Les relations suivies des Ben Ammar avec les beys successifs ont permis le maintien du poste de *Bach Hamba* arabe et le commandement des spahis de Kairouan dans le giron familial jusqu'au règne d'Ahmed Bey (1837-1855).

L'un des représentants du clan : Ahmed Ben Ammar se rendra célèbre. Formé, selon l'historien Ahmed Ibn Abi Dhiaf, au contact des grands dignitaires du régime et notamment de Hamouda Pacha Bey, connaissant le turc et l'italien, il se vit élever au grade de *Bach Hamba* qu'il conservera sa vie durant. A la suite de son décès, survenu le 20 juillet 1837, son fils, Mustapha lui succède. Ce dernier continuera à exercer la charge de *Bach Hamba* durant tout le règne d'Ahmed Bey¹. Ce cas « dynastique » est singulier. Comment en rendre compte ? Particulièrement apprécié de Hamouda Pacha, Ahmed Ben Ammar fut associé par le Bey lui-même à la fortification de la ville de Tunis, entamée en prévision de la guerre avec l'Algérie². Dans la même lancée, il lui confia, en mai 1807, le commandement de la légion *Zouaoua*³, engagée en première ligne dans la guerre livrée par Hamouda Pacha au Beylik de Constantine. Distingué par ses faits d'armes, il acquit une stature importante sur le plan politique et économique et devint l'un des dignitaires les plus en vue à la Cour beylicale. Cette position lui permit de s'associer aux entreprises de Youssef Saheb Tabâa et de se positionner avantageusement pour remporter le fermage des recettes de nombre de produits concédés par le pouvoir central. C'est à ce titre qu'il se vit attribuer des licences pour exporter le blé vers

1- Ibn Abi Dhiaf Ahmed *Ithaf Ahl Ezzamen*, T8, Tunis, STD, 1989, p 35.

2- Ibn Abi Dhiaf, *Al Ithaf*, T 2, p 53, Ahmed Ben Ammar s'était notamment vu confier la construction de la caserne de Sidi Ameur non loin de *Souk El Blat*.

3- Les *Zouaoua* étaient des soldats de métier recrutés Kabylie pour faire contrepoids aux janissaires turcs, ils formaient une légion « indigène » dont les éléments étaient entraînés à l'usage des armes à feu et soumis à la discipline propre à la milice.

l'étranger et participer, par l'armement de bateaux, à l'activité corsaire,¹ amassant ainsi une belle fortune. Ses cousins ne sont pas en reste, Hamouda Ben Ammar, ancêtre de Wassila, jouissant d'un grand prestige auprès des populations tribales, se voit, lui aussi, attribuer des responsabilités politiques.

Ahmed Ben Ammar, et son cousin Hamouda, caïd du Cap Bon sont les fondateurs de la lignée tunisoise des Ben Ammar. La « citadinisation » du clan, rendue nécessaire, à partir de la fin du XVIII^e siècle, par les impératifs de service, fut consolidée par la conclusion de mariages réussis avec les filles de grands dignitaires de l'Etat. On cite à ce propos le mariage de Mohamed, fils d'Ahmed Ben Ammar avec Khadija, fille de Mahmoud Lasram, *Bach Kateb* (chef de la chancellerie du Palais).

Parallèlement à l'évolution de la carrière d'Ahmed Ben Ammar, son cousin, Hamouda Ben Ammar, moins puissant, certes, a eu, lui-aussi, ses heures de gloire. Ce dernier, rattaché au circuit beylical à Tunis, s'installa dans la capitale, comme la plupart des chefs de grandes familles de « province », et obtint de nombreuses *lizmas* urbaines, tout en continuant à gérer son caïdat par l'intermédiaire d'un délégué ou Khalifa, choisi dans les familles influentes locales². Le passage par la capitale, centre névralgique du pouvoir, lui ouvrit de larges perspectives.

1- Bachrouch Taoufik, *Le Saint et le Prince en Tunisie*, Faculté des Sciences humaines et sociales de Tunis, 1989, p 527.

2- Les fermages ou *lizmas* peuvent se définir comme des concessions de collecte des impôts à des prestataires de services. Parmi ces *lizmas*, certaines avaient une grande importance économique telles celles des Douanes ou de *Dâr Al-Jild* (peaux et cuirs). Le concessionnaire de chaque *Lizma* avait, moyennant le paiement d'une somme d'argent à la caisse de l'Etat, le monopole de l'achat et de la distribution des produits introduits en ville. La *lizma* de *Dâr Al Jild* était la plus en vue parce qu'elle permettait des transactions fructueuses avec les négociants européens établis à Tunis.